

Entre désarroi et colère

Les personnels de l'Éducation Nationale sont abasourdis.

La rentrée de novembre a été hallucinante et aberrante, tant sa préparation s'est faite avec un manque évident de préparation et de respect envers les personnels.

Les journées folles du 28 au 30 octobre ont été l'occasion d'**ordres et de contrordres** en tous genres. Les informations et décisions **se sont succédées** d'heure en heure ou presque, pour la majorité dans les médias comme d'habitude. Notre employeur ne nous parle pas mais fait de l'affichage. Comme depuis 6 mois, le Ministère de l'Éducation Nationale démontre son incapacité à anticiper, à communiquer, et à écouter. Beaucoup d'entre nous sentons monter une colère, une angoisse, ou une exaspération. Elle est légitime, et très partagée. Aujourd'hui, **face à un Ministre sourd, la solution est surtout locale.**

Le Sgen-CFDT est **favorable à une reprise de l'activité scolaire en présentiel**, mais celle-ci ne peut avoir lieu que si les conditions en sont remplies, et tout en veillant en particulier aux personnes les plus vulnérables.

Or cette « rentrée de novembre » s'est présentée dans des conditions catastrophiques. Les impératifs sanitaires ont été percutés à la fois par le choc émotionnel de l'assassinat et de l'hommage dû à notre collègue Samuel Paty, et par le passage du plan Vigipirate au niveau maximal après les effroyables événements de Nice.

L'heure n'est plus à faire des préconisations sanitaires qui seront à respecter **« dans la mesure du possible »**.

Le nouveau protocole sanitaire entré en vigueur le 2 novembre 2020 est dit « renforcé », on pouvait s'attendre à des mesures plus strictes, des décisions politiques courageuses permettant une distanciation effective, etc. Il n'en est rien puisque l'on retrouve la désormais célèbre formule : « le principe est la distanciation physique d'au moins un mètre lorsqu'elle est matériellement possible ».

De même, les **masques** seuls ne suffisent pas, et encore faut-il qu'ils soient fournis et conformes. Par ailleurs, se pose le problème de la protection de tous les personnels, y compris ceux exerçant en **maternelle, mais également les professeurs d'EPS** et qui auront en face d'eux des élèves non masqués. C'est pourquoi, il est essentiel de **réfléchir à un allègement des classes** partout où le besoin s'en fait ressentir. Il est également urgent que les personnels qui sont en contact avec des élèves non masqués soient, au minimum, dotés de masques qui les protègent davantage (dotation en masques FFP2 ou a minima de masques chirurgicaux de type 2).

**Pour conclure,**

**L'école ne peut rester à l'écart des mesures de protection prises partout ailleurs dans la société.** La distorsion entre ce qui se passe à l'école et ses règles laxistes et les règles imposées à l'extérieur n'est plus supportable.

Il en va de **la santé et de la sécurité** de tous les personnels, obligation à laquelle se doit l'État employeur, mais aussi des publics que nous accueillons, quel que soit leur âge.

**Il en va aussi plus largement de l'efficacité du confinement imposé : quel est le sens de ces efforts individuels et collectifs si les conditions d'accueil et de travail dans les établissements scolaires rendent possible la circulation active du virus ?**

Moins encore qu'en septembre le scénario d'une « rentrée normale » n'est acceptable ni responsable.

Encore une fois, Monsieur le DASEN, nous ne sommes pas prêts, nous le savons toutes et tous. Il faut en prendre acte et agir maintenant collectivement à la hauteur des défis qui sont les nôtres.